

le film français

Le premier hebdomadaire des professionnels de l'audiovisuel

EXPLOITATION

Cannes

Un multiplexe siglé
CCC à La Bocca

STRATÉGIE

CanalPlay

Une offre musclée
de séries digitales

AUDIOVISUEL

Production

Le nouveau décret
en vigueur



EXCLUSIF

SPÉCIAL ART & ESSAI

Entretien croisé Michel Ferry et François Aymé,
deux candidats pour l'Afcae

+ Enquête La distribution sous pression

[Art et essai]

FRANÇOIS AYMÉ & MICHEL FERRY

Candidats à la présidence de l'Afcae

Les deux successeurs potentiels à Patrick Brouiller tirent le bilan de sa présidence, nous livrent leur vision des grands enjeux du mouvement art et essai et dégagent quelques pistes sur l'avenir du secteur. ■ KEVIN BERTRAND ET SYLVAIN DEVARIEUX

► Patrick Brouiller quittera la tête de l'Afcae le 3 juin après 21 ans d'exercice. Quel regard portez-vous sur sa présidence ?

François Aymé : Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 1994, l'association comptait 922 écrans adhérents. Ils sont près de 2400 aujourd'hui, pour 1094 établissements. C'est un développement impressionnant. Le bilan le plus important demeure la crédibilité acquise : l'association est un acteur incontournable de la profession. Au rang des réussites, citons aussi les groupes Actions Promotion et Jeune Public, le Festival Afcae-Télérama ou encore la réforme de l'art et essai (*intervenue en 2002, Ndlr*), pour laquelle l'Afcae a joué un rôle moteur. Enfin, l'état d'esprit qui a prévalu pendant 20 ans reste capital. Patrick a su instituer une cohésion entre les salles, malgré des typologies très contrastées. Il nous appartient de la perpétuer.

Michel Ferry : C'est le bilan de Patrick, mais aussi celui de toute une équipe, dont une grande partie nous quitte. Alain Bouffartigue et Xavier Blom s'en vont aussi cette année. Alain Nouaille est parti l'an dernier. Tous les quatre, avec les bureaux et conseils d'administration successifs, sont les artisans d'une association qui fédère 90% des salles art et essai à ce jour. La tâche est lourde à reprendre, mais ils nous laissent un outil qui n'a jamais été aussi fort.

► Qu'est-ce qui motive aujourd'hui votre candidature ?

MF : Il m'a fallu du temps pour prendre ma décision. Je reconnais que mon arrivée dans l'exploitation est plus récente que celle de François, mais mon travail pour la défense de l'intérêt général, dans différents mouvements mais toujours dans le même sens, date en revanche de longtemps. J'ai l'habitude de ces combats, ils me passionnent.

FA : Je suis très attaché à cette association. Le cinéma Jean-Eustache est adhérent depuis 25 ans. Je me suis beaucoup impliqué dans le groupe Actions Promotion, dont j'ai fait partie pendant près de 20 ans, et dans les actions Jeune Public. L'Afcae défend ce à quoi je crois en termes de cinéma, ce qui fonde ma passion de l'exploitation.

► Si vous êtes élu(s), à quels chantiers vous attaquez-vous en premier ?

FA : Sur le moyen terme, c'est-à-dire cinq à dix ans, l'une des problématiques essentielles est le renouvellement du public. Sur les 20 dernières années, les seniors et les

“ IL Y A UNE VRAIE MISE EN DANGER DE LA DIVERSITÉ SI LE TISSU DES MULTIPLEXES CONTINUE À SE DÉVELOPPER. ”

François Aymé

enfants ont pris de l'ampleur, en particulier dans les salles art et essai. En revanche, certaines tranches d'âge, comme les adolescents et jeunes adultes, ont changé leurs pratiques face aux images. À plus court terme, nous devons nous pencher sur la concentration dans les territoires. Nous atteignons un point limite, avec un rapport Lagauche qui n'a pas été suivi d'effets. Il y a une vraie mise en danger de la diversité si le tissu des multiplexes continue à se développer. Ensuite, il y a la fameuse règle de la 5^e semaine, à partir de laquelle les distributeurs ne sont plus obligés de verser une contribution numérique. Dans les faits, cette réglementation a de vrais effets pervers, elle institue une exploitation à deux vitesses. Il faut donc l'assouplir. Outre l'accès aux films, l'important pour un cinéma art et essai est de construire, au fil des ans, une relation de confiance avec son public, qui lui permettra de diffuser des œuvres fragiles. L'Afcae, par ses outils de communication et son aide à l'animation mutualisée, peut apporter une aide précieuse à ses adhérents, et donc indirectement aux distributeurs indépendants.

MF : Si nous ne réglons pas les questions les plus urgentes, nous ne pourrons plus parler d'avenir. À mes yeux, le problème essentiel reste l'accès aux films. Les copies se concentrent sur les zones à forte concurrence au détriment des villes moyennes et plus petites. Cette question va de pair avec celle de la concentration, de la multiplication des enseignes dans des zones à concurrence... Que des salles ouvrent, on ne peut que s'en réjouir, la fréquentation augmente avec. Mais il faut maîtriser ces implantations. Le rapport Lagauche doit être suivi d'effets. Enfin, il faut anticiper l'évolution numérique. Nous ne pouvons plus nous faire piéger comme il y a cinq ans. La fin des contributions s'annonce et mettra fin au phénomène de la 5^e semaine. Le numérique a produit des effets d'économie, mais les dépenses se sont déplacées. Le coût horaire de l'équipement a été multiplié par quatre. Il faut creuser dès aujourd'hui les pistes dégagées, notamment, au Congrès si nous ne voulons pas nous retrouver piégés par l'urgence.

► L'association doit-elle effectuer un travail supplémentaire en termes d'image et de communication ?

FA : L'Afcae est très connue dans la profession, mais il y a un travail à développer auprès du public. Nous parlions de son renouvellement : je pense qu'une meilleure identification de l'association peut aider. Dans ce sens, je propose de lancer un prix des cinémas art et essai, qui n'existe pas de nos jours, en s'inspirant du prix des libraires. En rediffusant largement le titre primé, ce serait une façon de montrer la portée et la diversité de notre réseau tout en servant les films et les cinémas. Ensuite, je milite pour la création d'une manifestation de rentrée avec des avant-premières de films art et essai. Le Festival Afcae-Télérama est réservé aux longs déjà sortis, choisis par la rédaction de l'hebdomadaire. Cette nouvelle manifestation serait, elle, consacrée aux nouveautés, soumises à un concours de critiques de cinéma destiné à des lycéens et étudiants. Elle participerait ainsi à l'éducation à l'image tout en valorisant le cinéma art et essai auprès d'un public jeune, minoritaire dans nos salles.

MF : Pour moi, l'Afcae doit avant tout être au service des salles, pas d'elle-même. Je n'adhère pas à une mise en avant publique de l'association en tant que telle. Nos cinémas souffrent parfois d'une mauvaise image, et il appartient à chaque exploitant de la faire changer, avec tout le soutien que l'Afcae peut apporter. Si un effort de communication est nécessaire, il doit d'abord se faire entre nous. Certaines salles se sentent isolées, notamment les monoécrans, qui souffrent autant des difficultés d'accès aux films que du manque d'information. Avec le passage au numérique, ces dernières se retrouvent face à des entreprises fortes qui s'imposent économiquement. En renforçant notre réseau et notre solidarité, nous pouvons encourager les effets de mutualisation. Beaucoup d'associations régionales font déjà ce travail, essentiel, et sur lequel il nous faudra nous appuyer. Cela peut aussi passer par la formation : un projectionniste formé aura moins recours au SAV, ce qui peut influencer sur les abonnements. L'Afcae a un vrai rôle de coordinateur à jouer.



Michel Ferry (49 ans)

- Exploitant-programmateur du cinéma Les Carmes à Orléans (trois salles) depuis 2013
- Vice-président de l'ADRC depuis 2014
- Gérant du Cinéma des Cinéastes de 2008 à 2013
- Membre du conseil d'administration de L'ARP de 2007 à 2013
- Membre régulier de la Commission nationale – et régionale – art et essai depuis 2006



François Aymé (49 ans)

- Directeur du cinéma Jean-Eustache à Pessac (cinq salles) depuis 1990
- Vice-président de l'Afcae depuis 2014
- Fondateur, en 2010, de l'Université populaire de Pessac
- Membre du conseil d'administration de l'Afcae depuis 2007
- Commissaire général du Festival international du film d'Histoire de Pessac depuis 2004

“LE PROBLÈME ESSENTIEL RESTE L'ACCÈS AUX FILMS. LES COPIES SE CONCENTRENT SUR LES ZONES À FORTE CONCURRENCE.”

Michel Ferry

► À l'heure où le numérique influe sur la pratique du métier, l'Afcae doit-elle justement amplifier son action envers la formation ?

MF: La transition numérique a généré de nouvelles approches des métiers à l'intérieur des salles, et ce d'autant plus chez nos adhérents. Il faut les aider et les informer. Nous pouvons évoquer, notamment, le métier d'animateur qui, pour l'instant, n'est pas reconnu par la convention collective. Mais, à mon sens, le rôle de l'Afcae se concentre davantage sur la coordination, car faire de la formation reste compliqué.

FA: C'est pourtant une question essentielle. Nous sommes encore une fois dans une période charnière pour le numérique, mais pas uniquement. Le métier d'exploitant est en train de changer. On exige de lui une plus grande polyvalence, une expertise sur la sécurité, l'architecture, la restauration, la programmation, l'animation, la promotion, l'édition...

MF: L'accessibilité aussi...

FA: Tout à fait. Aujourd'hui, il est nécessaire de posséder un ensemble de compétences. Dans un cinéma fourni en personnel, ces dernières se répartissent. Mais dans

le cadre d'une petite équipe, tout le monde doit être polyvalent. Ce qui pose de vraies questions de formation, pour lesquelles l'Afcae a un rôle à jouer. Elle l'a déjà fait au début des années 2000 avec des sessions de formation sur le jeune public. Donc pourquoi pas, demain, des sessions sur l'organisation d'une animation, le web, l'édition... ? Nous pouvons envisager des partenariats avec la FNCF, le Scare, les associations régionales ou La fémis.

MF: Il y a un point important que nous n'avons pas abordé : le renouvellement générationnel au sein même des exploitants. Les jeunes qui se lancent ont beaucoup de difficultés à accéder à des crédits et manquent parfois de cautions. Il faut développer les actions dans ce sens pour que nous puissions, dans 10 ou 20 ans, nous féliciter d'avoir encore un beau parc art et essai.

FA: Là aussi, l'association peut assumer un rôle de conseil et d'accompagnement dans la préparation des dossiers, auprès du CNC, des banques... Je suis récemment intervenu à La fémis, et j'ai été agréablement surpris de voir que tous les étudiants en exploitation se destinaient à ouvrir leur propre cinéma. Une génération se forme, il faut la soutenir.

► La recommandation des films revient souvent dans les débats. Êtes-vous favorable à une recommandation en amont de la sortie ?

FA: Il y a une raison pratique au système actuel. Au minimum 30 des 100 personnes que compte le collège de recommandation doivent voter. Au vu du nombre farineux de films qui sortent chaque semaine, il serait techniquement trop compliqué d'instaurer un système permettant à tous de voir chaque titre en amont de la sortie.

MF: J'ai envie de répondre par une question : pourquoi recommander un film avant sa sortie ?

► Certains exploitants, qui postulent au classement art et essai, peuvent le manquer à quelques œuvres près...

MF: C'est exactement la raison pour laquelle ce dispositif existe tel quel. Les salles sont responsables de leur programmation. Cette dernière ne doit pas dépendre de la recommandation. Imaginez la pression que certaines pourraient subir si c'était le cas, notamment de la part des distributeurs... En plus de l'aspect pratique qu'évoque justement François, je reste favorable au système actuel pour cette raison-là également. Et je rappelle que le collège de recommandation demeure indépendant de l'Afcae.

FA: Je suis quand même sensible à la question, au regard de certaines salles qui sont classées de justesse. Quand vous avez seulement un ou deux écrans, c'est compliqué.

MF: Ce système fonctionne selon une vraie intelligence, très subtile, qui récompense le travail effectué. Il est important de garder cette philosophie. ❖